

LA JUSTICE SOCIALE, AU CŒUR DES ACCORDS DE GOUVERNEMENTS

La nouvelle législature devra répondre à des enjeux marqués par une urgence et une gravité sans précédent. L'heure est désormais à la mobilisation collective des forces progressistes et à l'édification d'un projet de société démocratiquement redynamisé, fondé sur des principes d'égalité, de justice sociale, d'émancipation et de soutenabilité. S'engager dans un certain nombre de transitions est obligatoire.

Les prochaines semaines seront celles des négociations en vue de former des accords de gouvernements aux différents niveaux de pouvoir. Le MOC en appelle à ce qu'y soient intégrées les transitions suivantes :

Transition démocratique

Dans une société abîmée et une démocratie fragilisée où les corps intermédiaires sont malmenés, il est indispensable de renforcer notre modèle de concertation sociale, d'adopter la charte associative, de reconnaître les associations d'éducation permanente via une application à 100 % du décret, de mener une politique structurelle de lutte contre les inégalités, d'adopter un plan d'action interfédéral de lutte contre toutes les formes de racisme.

Transition climatique

Il s'agit de mener une politique climatique socialement juste, concertée et cohérente en vue de respecter les objectifs climatiques d'une Europe neutre en carbone d'ici 2050. Cela implique un plan d'investissement public ambitieux dans la rénovation énergétique des bâtiments publics, les logements sociaux et le parc de logements privés ; une stratégie globale de mobilité durable favorisant les transports en commun et la mobilité douce. Cela suppose de mettre fin aux subsides fiscaux accordés aux voitures de société, au profit d'alternatives socialement équitables et écologiquement durables.

Transition sociale

Celle-ci doit passer par la gratuité effective de l'enseignement obligatoire, par la création de places d'accueil pour les enfants, en nombre

suffisant, de qualité et accessibles financièrement, dans l'objectif de couvrir 100% des besoins. En matière de logement, une politique de régulation des loyers et la création d'un fonds public de garanties locatives sont nécessaires. D'autres mesures sont tout autant primordiales : assurer la pérennité financière de la sécurité sociale et du système des soins de santé ; supprimer le statut de cohabitant ainsi que les suppléments d'honoraires en hospitalisation en chambre individuelle ; impulser une réduction collective et interprofessionnelle du temps de travail, avec embauche compensatoire.

Transition fiscale

L'impôt est le prix de la civilisation. C'est un outil majeur de redistribution des richesses et de financement des institutions et des besoins collectifs, pour assurer à toutes et tous l'accès effectif aux droits fondamentaux et à une vie digne. Le MOC demande une réforme fiscale ambitieuse comprenant notamment une (re)globalisation de l'ensemble des revenus (travail + immobilier + capital), la levée complète du secret bancaire, l'établissement d'un cadastre des fortunes, la création d'une taxe européenne sur le carburant du transport international aérien et maritime.

Transition en politique d'asile et migration

La situation actuelle n'est plus humainement et politiquement tenable. Le MOC demande la suppression définitive des centres fermés, ainsi qu'une procédure de régularisation avec des critères clairs, objectifs et permanents, assortie d'une commission de régularisation indépendante et permanente.

C'est sur ce socle de revendications que nous évaluerons les prochains accords de gouvernements. C'est en fonction du degré et de la qualité de concrétisation de ces revendications que le MOC et ses organisations détermineront leurs prochaines actions de mobilisation.

Jean-Nicolas Burnotte

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...
Dominique Verhaeren

P. 6-7-8

Dossier :
Les corps intermédiaires : un enjeu pour la démocratie

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

SEMAINE D'ÉTUDE DE VIE FÉMININE « FORTES ET FIÈRES » — DU 2 AU 4 JUILLET

Des pratiques et des savoirs qui changent la vie des femmes

Aujourd'hui, à Vie Féminine, à Mode d'emploi et dans les services de la FSMI, des femmes se réunissent et s'investissent. Certaines se disent féministes, d'autres non. À travers ces engagements se révèlent des pratiques, des savoir-faire et des savoirs qui soutiennent les femmes et les rendent plus fortes. Des pratiques et des savoirs qui ne sont pas toujours reconnus à leur juste valeur, qui sont parfois invisibles, alors qu'ils peuvent changer des vies de femmes.

C'est à ces pratiques et savoirs que Vie Féminine veut rendre hommage lors de sa prochaine Semaine d'étude. Pour plus d'informations et pour les modalités pratiques, contactez les animatrices de Vie Féminine ou votre secrétariat régional.



vie féminine

📍 Centre d'enseignement Asty-Moulin, rue Aty-Moulin, 53 à 5002 Namur
✉ luxembourg@viefeminine.be – 063/22 56 25

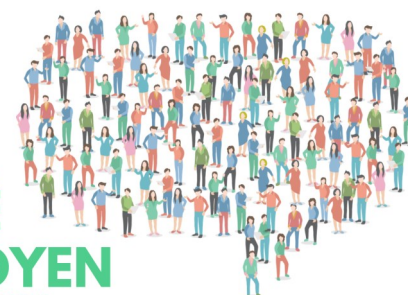
LE K-FÉ CITOYEN DE VIRTON RECRUTE !

Vous êtes gaumais ? Des thématiques locales vous interpellent ? Vous avez envie de les mettre en avant, d'y réfléchir, d'en débattre avec d'autres, en toute

Alors rejoignez le groupe porteur du K-fé citoyen de Virton pour préparer le programme de l'année 2019-2020. Ce groupe, avec l'aide de deux animateurs du Ciep, propose des sujets qu'il souhaite voir traiter durant l'année sociale et qui touchent de près la population virtonnaise et gaumaise. Depuis 13 ans, un lundi soir par mois, un.e intervenant.e vient parler d'un sujet choisi par le groupe et chacun.e a ensuite la possibilité de prendre la parole. Et pour celles et ceux qui le souhaitent, la discussion peut se prolonger autour d'un verre... Les soirées peuvent également prendre la forme de ciné-débats, de pièces de théâtre-action ou de tables rondes politiques.

Une première réunion de préparation aura lieu le **lundi 24 juin**, de 19h30 à 21h30 à l'**Espace Cohésion** (Avenue Bouvier, 4) à Virton

Nous vous accueillerons avec plaisir ainsi que vos idées et propositions !



**K-FÉ
CITOYEN
VIRTON**

INFOS

François Casterman

📞 063/21 87 38

✉ f.casterman@mocluxembourg.be

LUCILE STIÈVENARD, NOUVELLE ANIMATRICE CHEZ VIE FÉMININE

Après des études à La Cambre en section de gravure, Lucile a travaillé durant 10 ans en tant qu'animatrice en Maison de jeunes. Arrivée au sein de l'équipe Vie Féminine en mars dernier, elle envisage cet engagement comme un nouveau challenge : travailler avec des femmes adultes, lutter contre l'injuste, dans un mouvement qui évolue, s'adapte, s'interroge... La formation de trois semaines qu'elle a suivie à son entrée à VF, prévue pour toutes les nouvelles engagées, lui a permis de prendre connaissance de l'histoire du mouvement, de ses étapes décisives, mais aussi de ses spécificités, ses outils venant du terrain. Elle a pu



rencontrer d'autres animatrices et créer des liens forts qui seront utiles pour la suite de son travail. Elle compte dès septembre lancer de

nouveaux projets à Virton, Arlon et Aubange : des apéros féministes, un groupe de soutien pour jeunes mamans avant et après la naissance de leur enfant, un atelier de « renforcement » pour des femmes précarisées, en collaboration avec le Plan de Cohésion Sociale de Virton, des séances de sensibilisation au droit des femmes dans les écoles secondaires... Nous lui souhaitons la bienvenue au MOC Luxembourg !



vie féminine

LES GROUPES DE TRAVAIL DU MOC LUXEMBOURG RECRUTENT !



Le MOC Luxembourg porte une attention particulière aux questions relatives à l'aménagement du territoire et à l'enseignement, notamment à travers ses deux groupes de travail. Ceux-ci sont constitués de citoyens soucieux d'aborder ces problématiques. Ils y ont non seulement l'occasion de s'informer, mais aussi de donner leur avis, de travailler sur des projets qui leur tiennent à cœur, d'interpeller le politique... Ce travail d'éducation permanente a donné naissance au « Plaidoyer pour l'école maternelle », qui présente les grandes orientations que le MOC Luxembourg souhaite voir suivies pour une école maternelle de qualité pour tous, notamment en province de Luxembourg. Quand au groupe de travail « Aménagement du territoire », il a analysé le développement territorial et l'utilisation des sols en province de Luxembourg entre 2004 et 2014, et propose une série de pistes d'amélioration.

Vous êtes intéressé.e par ces questions ?

Vous avez envie de partager votre opinion et votre expérience ?

Vous souhaitez faire bouger les choses ?

Venez nous rejoindre lors d'une de nos prochaines réunions !



Isabelle Paquay - Enseignement

☎ 063/21 87 26

✉ i.paquay@mocluxembourg.be

François Casterman - Aménagement du territoire

☎ 063/21 87 38

✉ f.casterman@mocluxembourg.be

LES ACTIVITÉS DU CIEP EN JUIN



AGENDA
Juin 2019

13 Martelange
Ciné-débat

ALGÉRIE, À LA CROISÉE DES CHEMINS

Des films, des contextes de vie, des récits plein d'humanité à venir découvrir gratuitement...

« Les Bienheureux » de Sofia Djama

Alger, quelques années après la guerre civile. Amal et Samir ont décidé de fêter leur vingtième anniversaire de mariage au restaurant. Pendant leur trajet, tous deux évoquent leur Algérie : Amal, à travers la perte des illusions, Samir par la nécessité de s'en accommoder. Au même moment, Fahim, leur fils, et ses amis, Feriel et Reda, errent dans une Algérie qui se referme peu à peu sur elle-même.



📍 À 19h30 à la Maison de village, 43B, rue de Radelange
✉ vquinet.moclux@gmail.com

20 Bastogne
Le présent dans l'Histoire

NATIONALISMES RÉGIONAUX : UNE MENACE POUR L'EUROPE ?

Merkel et Macron sont fermes sur ce point : l'Europe n'a pas l'intention de reconnaître la Catalogne comme État indépendant. Que craignent-ils ? De voir les États-nations, construits au cours des siècles, se désagréger sous le coup des régionalismes, indépendantismes, séparatismes... ? Et par là-même, de voir se fragmenter l'Europe, au profit de certaines régions telles l'Italie du Nord, la Catalogne, l'Écosse, la Flandre. Les nationalismes régionaux constituent-ils effectivement une menace pour l'Europe ?

Intervenant : Vincent Laborderie, politologue (UCL)



📍 À 19h30 à la Mutualité chrétienne, 10, rue Pierre Thomas

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

DOMINIQUE VERHAEREN

QUEL A ÉTÉ VOTRE PARCOURS PROFESSIONNEL JUSQU'À VOTRE ARRIVÉE AUX ÉQUIPES POPULAIRES ?

Je suis arrivée aux Équipes Populaires il y a 7 mois après avoir travaillé une dizaine d'années comme coordinatrice de l'animation pédiatrique aux cliniques universitaires Saint-Luc à Bruxelles. Je suis détentrice d'un régentat en art et d'un diplôme en histoire de l'art et en antiquariat. J'ai également suivi une formation d'éducatrice ludique en pédiatrie. À Saint-Luc, je travaillais principalement en oncologie et en traumatologie avec des enfants en fin de vie. J'ai eu envie de changer..., de trouver un boulot qui me permette de relier mes envies et des questions de société qui me touchent. Parallèlement à mon travail à Saint-Luc, je me suis investie auprès du Collectif wallon de soutien aux migrants qui organise une fois par mois un trajet vers Calais pour y apporter du matériel et de la nourriture. Après mon déménagement en province de Luxembourg, j'ai été engagée aux Équipes Populaires (EP).



Animatrice aux Équipes Populaires



avant leur vision des enjeux de société sous la forme d'un journal télévisé. Cette approche permet le débat au sein des groupes.

DÉVELOPPEZ-VOUS UN PROJET EN PARTICULIER EN PROVINCE DE LUXEMBOURG ?

Le projet « Débrouille critique » à Libramont. Nous souhaitons là aussi mener une réflexion critique sur notre société, mais avec une approche plus ludique. Nous avons proposé au groupe constitué de créer lui-même ses produits d'entretien. Cela permet d'aller plus loin, en lisant de manière critique les étiquettes de certains produits, en s'interrogeant sur leur dangerosité, en décortiquant la publicité mensongère... Pour les prochaines

soirées, nous souhaitons travailler la question du « Zéro déchet », mais à long terme, l'objectif est de mettre en place un véritable k-fé citoyen autour des questions de la transition écologique et sociale, alliant réflexion et pratiques.

QU'EST-CE QUI VOUS PLAÎT DANS VOTRE TRAVAIL AUX EP ?

Le fait d'aborder avec créativité une multitude de thématiques telles l'énergie, le logement, les migrations... Le fait aussi de porter la voix des citoyens, notamment ceux qui vivent dans les zones rurales et ont plein de choses à dire. J'interviens chaque semaine à La Trêve. J'essaie de construire, en collaboration avec les formateurs et la direction, un chemin permettant aux participants de développer un regard critique sur la société. Ce n'est pas simple car les participants sont là par obligation, mais c'est une réussite lorsque j'entends que des personnes se sont investies, suite à mes interventions, dans un projet de leur commune, pour faire changer les choses. Je recours à différents outils, notamment les « Histoires digitales ». Je pars d'un thème choisi par les participants et ils le travaillent sur un support digital (tablette) de manière collective ou individuelle. L'objectif est de leur permettre de mettre en



QUEL EST LE THÈME DE LA CAMPAGNE DES EP CETTE ANNÉE ?

La campagne « Soupe populiste, gavage simpliste », lancée le 10 mai, porte sur le populisme. À l'approche des élections, les EP ont voulu appeler les électeurs à la vigilance face aux discours populistes en apparence séduisants, mais dangereux¹.

Nous étions présents sur le marché à Marche-en-Famenne, le 20 mai dernier, avec nos outils de campagne : de grandes casseroles remplies de mots utilisés par les populistes (« peuple », « système », « c'est la faute des riches », « c'est la faute des migrants »...) pour débattre à propos de cette grande soupe « populiste ». Symboliquement, nous avons distribué des petits sachets de soupe de type Royco.

compliqué, notamment à propos des migrations. D'autres sont très engagées dans l'écologie, mais leur discours n'est pas relayé par les médias. Ils ne se sentent pas entendus dans leurs revendications sociales et écologiques. Une réflexion a été lancée au sein des EP et nous avons décidé d'aller à la rencontre des gens sur le terrain pour préparer notre prochaine session résidentielle, non seulement les Gilets jaunes, mais aussi des jeunes engagés pour le climat. Nous allons analyser la matière ainsi récoltée lors de cette session.

FACE AUX NOUVEAUX MOUVEMENTS QUI SONT APPARUS CES DERNIERS TEMPS, COMMENT LES EP SE POSITIONNENT-ELLES ?

Ces mouvements m'interpellent beaucoup, notamment avec la montée des populismes et des extrémismes un peu partout en Europe. Les Gilets jaunes ont été snobés par toute une partie de la gauche alors qu'il est important d'écouter toutes les revendications du peuple. J'ai donc pris l'initiative personnelle d'aller à leur rencontre sur les ronds-points, pour entendre en direct ce qu'ils ont à dire. Je n'avais aucun autre objectif en tête. Les premières réactions à mon arrivée n'ont pas été très chaleureuses : « Vous êtes de la police ? Vous êtes journaliste ? ». Cette méfiance m'a interpellée : nous sommes censés être des mouvements à l'écoute des gens et eux se méfient de nous... Il a d'abord fallu les rassurer à propos de ma démarche. Parmi les personnes interviewées, certaines ont un discours un peu

LIBRAMONT - DÉBROUILLE CRITIQUE : DEUX DATES À RETENIR !

27 juin – 19h00 : Conférence-débat « Objectif Presque Zéro Déchet » avec Sophie Décembry, fondatrice de la Vrac Car qui proposera sa vision des alternatives aux modes de consommation actuels.

Réservation souhaitée et participation libre - Lieu à préciser

10 juillet – 10h00-12h30 : Atelier théorique et pratique autour de la fabrication de produits d'entretien

Inscription obligatoire par mail et entrée gratuite - Dans les locaux des EP Grand-rue, 10 à 6800 Libramont

✉ verhaeren@equipespopulaires.be ou lepere@equipespopulaires.be

QUELS SONT LES ENJEUX POUR LES EP, GLOBALEMENT ET EN PROVINCE DE LUXEMBOURG ?

Il faut rejoindre le mouvement de la transition écologique et sociale, mais aussi parvenir à réinventer une nouvelle forme de militance. Comment faire vivre un mouvement comme le nôtre avec la jeunesse et une nouvelle forme d'engagement ? Comment se réapproprier notre propre mouvement avec des réformes et des décrets qui sont parfois des freins ? Comment mieux communiquer ? Les discussions à ce sujet dans nos instances vont bon train. En province de Luxembourg, les EP sont devenues un « vieux machin ». aux yeux du public. La priorité est de trouver de nouvelles pistes pour rencontrer les gens, nous faire connaître. Il faut construire des projets concrets avec des arguments qui tiennent la route. Il est également nécessaire de travailler en partenariat avec d'autres associations en éducation permanente. Des actions communes pourraient avoir lieu.

« DOMINIQUE REMET LE PRIX... »

• DU LIVRE INSPIRANT À :

« Voyage avec un âne dans les Cévennes » de Robert Louis Stevenson (1879)

L'auteur d'origine écossaise y relate sa randonnée dans les Cévennes, avec son ânesse Modestine. J'aime beaucoup l'idée d'allier réflexion, marche et voyage.

• DU FILM INSPIRANT À :

« Le cochon de Gaza » de Sylvain Estibal (2012)

Un pêcheur palestinien de Gaza remonte par hasard dans ses filets un cochon vietnamien tombé d'un cargo... Cette histoire permet de prendre connaissance du conflit israélo-palestinien avec humour et drôlerie.

• DE LA PERSONNALITÉ MARQUANTE :

Un migrant anonyme

On parle beaucoup des migrants. J'en croise toutes les semaines, j'entends leurs histoires de vie. Toutes ces rencontres me permettent de relativiser ma vie privée.



LES CORPS INTERMÉDIAIRES : UN ENJEU POUR LA DÉMOCRATIE

Lors de la journée de formation politique des cadres du MOC Luxembourg à Attert le 29 mars dernier, il a été question des corps intermédiaires. Employée par le secteur associatif ou par certains politiques, cette expression ne veut pas dire grand'chose pour le grand public. Pourtant, ces « corps » constituent un élément vital de notre démocratie et ils risquent de disparaître si l'on n'y prend pas garde. Fragilisés, il est primordial qu'ils mettent davantage en avant leur valeur ajoutée face aux partis politiques, mais aussi face aux mouvements nouvellement éclos tels celui des Gilets jaunes ou des marches pour le climat.

QU'ENTEND-ON PAR « CORPS INTERMÉDIAIRES » ?

Guillaume Lohest (Équipes populaires) a pris la peine, dans son étude intitulée « Les corps intermédiaires, un concept vital ! »¹, de définir clairement ce que cette expression recouvre. Il s'agit des mouvements associatifs issus de la société civile organisée qui s'insèrent entre l'État et les individus et se dotent d'une organisation pérenne ou momentanée. Ils présentent une dimension politique qui s'exerce principalement en dehors du cadre de l'élection des représentants politiques, c'est-à-dire par des activités d'éducation permanente, de plaidoyer, de concertation et d'action collectives. Ce sont donc les syndicats, les mutuelles, les associations d'éducation permanente reconnues ou non, les associations de consommation, les associations de défense d'une cause quelle qu'elle soit, les ONG et certaines organisations caritatives quand elles comprennent une activité de revendication ou de plaidoyer politique.

Guillaume Lohest définit avec précision les 9 fonctions principales que remplissent les corps intermédiaires au sein de notre démocratie :

- **L'expertise du vécu** : en reposant sur de petits groupes de base, les corps intermédiaires permettent à des opinions et à des expériences diverses de s'exprimer et d'être traduites en revendications, en expertises de terrain...
- **La vie collective** : les corps intermédiaires permettent à tout un chacun de faire l'expérience de la vie collective.
- **La structuration de la société** : sans les corps intermédiaires, celle-ci est moins riche et se réduit à la famille, au voisinage, aux collègues. L'affiliation à un syndicat, à une mutuelle... inscrit les individus quelque part dans la société.
- **La protection des personnes** : un syndicat protège ses affiliés, une mutuelle met ses membres à l'abri des aléas financiers liés à la santé, les associations offrent une assistance juridique, technique... aux personnes.

- **La mise en forme du conflit** : en mutualisant les problèmes et les injustices, vécus ou perçus, les corps intermédiaires donnent forme à des conflits (sociaux, politiques, culturels) et les rendent lisibles par la société.
- **La participation au pouvoir** : la sécurité sociale, par exemple, est cogérée par l'État et les partenaires sociaux.
- **Le contre-pouvoir** : les mêmes organisations peuvent à la fois participer au pouvoir institué et lui faire contrepoids.
- **L'éducation permanente et la culture politique** : des dizaines de milliers de membres d'associations, d'ONG, de syndicats, acquièrent une culture politique à partir de leur expérience, inscrite dans des processus de réflexion et d'action collectives.
- **Le lobbying** : connoté négativement dans la société civile, il fait pourtant partie des fonctions des corps intermédiaires. Il garantit que des décisions politiques ne sont pas prises contre l'intérêt des personnes et des groupes concernés par ces décisions.

Certaines de ces fonctions se recoupent ou, selon telle ou telle organisation, elles peuvent prendre tantôt une forme, tantôt une autre. Par exemple, un syndicat pratique le lobbying tandis qu'une autre association préférera « faire remonter le vécu de la base ». Ces deux démarches ont des points communs dans la logique associative, mais elles peuvent aussi être prises séparément : il existe un lobbying, même associatif, non issu de l'expertise du vécu et il existe des expertises de terrain qui ne se traduisent pas en lobbying. Dans tous les cas, l'énonciation de ces fonctions montre à quel point les corps intermédiaires sont un élément vital de notre démocratie, en l'empêchant de se réduire à un dispositif abstrait avec des individus qui votent, des résultats chiffrés à traduire en gouvernement. Toutefois, cet élément primordial est remis en cause, discrédité, fragilisé...

LA FRAGILISATION DES CORPS INTERMÉDIAIRES²

Les liens des corps intermédiaires avec les partis politiques sont historiques, que l'on songe au PS ou au cdH. Ecolo lui-même a tissé des liens stratégiques avec certains au fil du temps. Toutefois, ces proximités ne valent plus désormais qu'à court terme et de façon aléatoire. En effet, la logique néolibérale s'attaque aux corps intermédiaires de toutes parts, notamment du fait de sa volonté de démanteler l'État social. Si celui-ci est en crise, les corps intermédiaires le sont également.



Les corps intermédiaires doivent maintenant défendre les services qu'ils proposent auprès du monde politique, mais aussi assurer le maintien de leurs emplois.

Ainsi, le gouvernement MR-NVA-CD&V n'a eu de cesse de les affaiblir en minimisant leur rôle dans la gestion de la sécurité sociale, en accusant les syndicats de « prendre en otage » la population lors des grèves... Jean-Nicolas Burnotte, secrétaire fédéral du MOC Luxembourg, dans l'édito du Perspectives MOC 110, pointait les effets de la réforme APE annoncée par le ministre wallon de l'Économie et de l'Emploi, le MR Pierre-Yves Jeholet, notamment pour les corps intermédiaires dont il est question ici. Cette réforme est actuellement au frigo, mais jusqu'à quand ? Selon la même logique, on dénie de plus en plus l'expertise associative. Ainsi, Théo Francken a réformé le droit d'asile sans même consulter les associations présentes sur le terrain... Cette culture anti-syndicale, anti-mutuelle, anti-association... fait malheureusement son petit bonhomme de chemin dans la presse et dans l'opinion publique.

Les corps intermédiaires doivent maintenant défendre les services qu'ils proposent auprès du monde politique, mais aussi assurer le maintien de leurs emplois. La culture du projet de plus en plus prégnante leur impose d'aller chercher des financements du côté du politique.

Les corps intermédiaires ont évolué vers des services de plus en plus professionnels, avec un éloignement sociologique de leurs dirigeants et de leur base.

En contrepartie, celui-ci attend des résultats. La marge de manoeuvre de l'associatif se réduit... Et c'est ainsi que les corps intermédiaires ont progressivement évolué vers des services de plus en plus professionnels, avec un éloignement

sociologique de leurs dirigeants et de leur base. À cela s'ajoute l'évolution du militantisme : l'engagement comme autrefois, pour une idéologie, a fait long feu depuis que les grandes promesses d'un monde sans classe ont été trahies. On s'engage maintenant pour un projet puis un autre. Dans ce contexte, comment expliquer aux militants de base, par exemple, que la réforme des points APE va avoir un impact non seulement sur les emplois au sein de l'associatif, mais aussi pour eux-mêmes ? Que les travailleurs associatifs ne

défendent pas uniquement leurs droits, mais aussi ceux de tous les bénéficiaires ? Que si les syndicats, les mutuelles... disparaissent, il n'y aura plus de première ligne ? Que personne ne fera le travail accompli par les corps intermédiaires à leur place, notamment la défense des plus précaires ? Le monde associatif est le résultat de toute une histoire. Il a dû évoluer, s'adapter, mais sans parvenir à entraîner suffisamment ses publics avec lui, traînant parfois une image de vieilles structures.

Enfin, face à leur perte de légitimité suite aux nombreux scandales qui les secouent, les partis politiques sont occupés à redorer leur blason et à reconquérir l'affection du public. Pour y parvenir, ils adaptent leurs discours afin de contenter tout le monde. Ils multiplient les effets d'annonce, notamment sur Twitter ou Facebook. Ils privilégient l'image au contenu, quitte à flirter avec le populisme. Mais surtout, ils pratiquent de plus en plus la démocratie directe en demandant son avis au public, en recourant à la consultation directe et permanente. On demande directement à chaque individu ce qu'il pense via à nouveau Twitter et Facebook... Là aussi, on fait fi des corps intermédiaires.

² Ce qui suit reprend l'intervention du professeur Marc Maesschalk (UCL) effectuée lors de la journée de formation politique du MOC Luxembourg à Attert le 29 mars dernier.

CONSTRUIRE UNE RÉPONSE DE PROXIMITÉ AUX ENJEUX GLOBAUX

Et voilà que de nouveaux mouvements font leur apparition ! Celui des Gilets jaunes et celui des défenseurs du climat. Tous deux passent outre les corps intermédiaires et livrent leur message directement au politique. Les premiers mettent en lumière des enjeux locaux tels l'isolement, la désertification des campagnes, la faiblesse du pouvoir d'achat... ; les seconds l'enjeu global de l'urgence climatique. Tous traduisent une division de l'espace social, entre le local et le global, entre le social et l'écologique, à laquelle les corps intermédiaires ne sont pas préparés alors qu'ils ont souvent l'impression d'être les spécialistes du long terme, de l'organisation, les seuls acteurs crédibles. Chacun a un petit bout de réponse aux problèmes mis en avant par les Gilets jaunes ou par les défenseurs du climat : un peu de syndicalisme vert par ici, quelques actions par là...

Force est de constater que ce ne sont pas les partis politiques, en quête de légitimité, qui apporteront des solutions

Malgré leur fragilisation, les corps intermédiaires sont encore en première ligne auprès des publics précaires.

aux questions écologiques. La taxation verte ne fera qu'accroître la souffrance de ceux qui souffrent déjà. Ou certains n'hésiteront pas à suspendre la démocratie pour faire passer de force des mesures écologiques d'urgence. Le risque d'un autoritarisme écologique ne doit pas être minimisé.

Depuis les années 1970, face au désastre écologique, les discours tendent à culpabiliser les individus, rendant impossible toute mobilisation collective contre le système qui est à l'origine d'une telle catastrophe. Ces mêmes discours mettent au pilori le mode de vie d'une classe sociale qui est déjà en souffrance.

Et c'est ici que les corps intermédiaires doivent intervenir en s'appuyant sur leur expérience et leur histoire. Aujourd'hui, malgré leur fragilisation, ils sont encore en première ligne auprès des publics précaires. Ils sont encore les témoins de leur souffrance sur le terrain. C'est leur valeur ajoutée !

Ils doivent construire leur action politique sur ces

souffrances, en apportant des contenus à ceux qui souffrent. Concrètement, il s'agit de :

- éduquer et politiser pour assurer une véritable transition écologique et démocratique, sans renforcer la culpabilité individuelle, sans victimiser « les ignorants pollueurs » comme d'autres n'hésitent pas à le faire ;
- construire une réponse de proximité aux questions globales (urgence climatique, limites des ressources naturelles, perte de biodiversité...), notamment pour les personnes précarisées et délaissées.



EXTRAIT DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU 1^{ER} AVRIL 2019 À PROPOS DE L'IMPACT DE LA RÉFORME DES POINTS APE EN PROVINCE DU LUXEMBOURG

« Même si la coalition cdH-MR a annoncé avoir abandonné l'idée de soumettre la réforme des Aides à la promotion de l'Emploi au vote, le secteur associatif est conscient que ce n'est que partie remise après le 26 mai prochain. Il est dès lors essentiel, pour lui, de mettre sur le devant de la scène, les balises indispensables à préserver ou à prévoir pour que, demain, les citoyens de tous les âges de la vie bénéficient de soutiens, des services et des soins accessibles en termes de proximité, de coût et lorsque les besoins se font sentir (...). Nous ne voulons pas que la population luxembourgeoise se voit confisquer des appuis essentiels en matière de petite enfance, de jeunesse, de santé, d'insertion, d'éducation, de citoyenneté, d'hébergement, de démocratie culturelle, d'expression créative, de formation, d'alphabétisation, d'accès aux droits fondamentaux (...). On ne peut – on ne veut – faire l'économie de la question fondamentale qui est « quelle société veut-on pour demain ? ». Le secteur associatif a une expertise en la matière. Sa connaissance des terrains, sa créativité, son engagement, son enthousiasme soutiennent la cohésion sociale, maintiennent un équilibre sociétal, notamment via les démarches socio-culturelles, d'éducation populaire, de formations, d'insertion, d'accompagnement psycho-social... ».

Quelques chiffres : en province de Luxembourg, on compte 401 Asbl. Elles bénéficient d'un total de 6751 points APE dont 1590 à durée déterminée. Cela correspond en termes d'emploi à un minimum de 997,3 équivalents temps plein, dont 226 ETP liés aux points à durée déterminée.